



HAL
open science

Un peuple rejeté

Alain Reyniers

► **To cite this version:**

| Alain Reyniers. Un peuple rejeté. 2002. halshs-00089501

HAL Id: halshs-00089501

<https://shs.hal.science/halshs-00089501>

Submitted on 14 Jan 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Journal l'Humanité

RUBRIQUE SOCIÉTÉ

Article paru dans l'édition du 5 décembre 2002.

Un peuple rejeté

Ethnologue, professeur à l'université de Louvain-la Neuve et directeur de la revue Études tsiganes, Alain Reyniers nous détaille les conditions d'existence très précaires des populations Rom.

Quelles sont les motivations au départ ?

Alain Reyniers. Ce qui amène les Rom en Europe occidentale, c'est, à la fois, la recherche d'un bien-être (par exemple la liberté de se mouvoir sans être constamment obligé de se soumettre à des récriminations policières) et de plus grandes commodités matérielles. Ils cherchent à quitter un univers où la discrimination et le rejet, notamment en matière d'emploi, de ressources, de scolarisation, de citoyenneté, sont flagrants. Ce qu'ils vont trouver ici, c'est, au moins, une différence de niveau dans l'environnement et une série d'éléments dont ils ne profitent pas, mais qui sont là : structures de soins, de santé, d'aide sociale. C'est l'espoir. Et puis, recevoir un euro au bout d'une journée, c'est toujours plus important que quelques lei, en Roumanie par exemple.

Pourtant, tous ne fuient pas...

Alain Reyniers. Dans tous les pays d'Europe centrale et orientale, une partie des Tsiganes, des Rom (c'est la même chose), ont été intégrés à la société. Ils ne souffrent pas davantage de la situation de ces pays que leurs concitoyens. D'autres vivent selon un mode de vie plus traditionnel, celui de la famille élargie, faisant du commerce, de l'artisanat, des activités artistiques. On retrouve cette catégorie à Paris, avec des Rom chaudronniers, réparateurs de toiture, spécialisés dans l'édification des tuyauteries. Mais la déconstruction de l'équilibre précaire de l'économie de l'Europe centrale et orientale s'est soldée par des problèmes pour les plus démunis, non seulement au niveau économique, mais aussi dans la capacité à jouer pleinement leur rôle dans la société avec un logement adéquat, le recours aux infrastructures scolaires, sanitaires. La plus grande masse est, effectivement, exclue de tous les circuits économiques officiels. Les quartiers tsiganes sont dans une situation de décrépitude totalement inimaginable pour un Européen de l'Ouest, sans infrastructure routière, sans structure scolaire ni sanitaire dans certaines régions. Ce sont des cloaques, des centres d'exclusion. Ces situations pèsent plus lourd là-bas qu'ici.

Quelles solutions pour ceux qui sont chez nous ?

Alain Reyniers. Renvoyer ces gens vers l'endroit d'où ils viennent ne résoudra rien. Ces chancres sont des endroits totalement épouvantables, économiquement, socialement et culturellement, et pour les gens qui y vivent et pour les États qui les ont en eux. Il y a dix millions de Rom en Europe, dont six à huit millions en Europe orientale, vivant dans un sous-développement catastrophique. Il faudrait aider ces pays à des niveaux très divers, pas seulement celui de la répression policière, mais travailler la compréhension interculturelle et la mise à niveau économique. Autant la période communiste avait assuré l'accès aux soins de santé, à la scolarisation, à l'insertion économique, autant elle a déconstruit le tissu traditionnel. Pas partout. Mais la solidarité n'existe plus. Plutôt que de mettre les gens à la porte, il serait intelligent, utile, de travailler dans la durée.

Pourquoi se regrouper en bidonvilles, ce qui n'est pas la solution adoptée par les autres immigrants ?

Alain Reyniers. Nous avons affaire, dans certains cas, à des populations complètement usées, qui n'ont plus de ressort, ne parviennent pas à prendre des initiatives. La mémoire séculaire est celle d'une société d'exclusion et ils en reproduisent naturellement le schéma. Ces regroupements sont la traduction du fait que la famille élargie est l'élément fondamental de l'assurance identitaire du groupe. La famille, même avec peu, donne à manger à tous, et surtout, assure une protection, d'autant plus importante qu'elle répond à une expérience de rejet. Ils viennent d'un endroit où ils se sentent rejetés, ils ont, en mémoire collective, l'idée d'un rejet, ils ne vont pas s'éparpiller pour se sentir encore plus démunis par rapport aux autres. Après, ils se regroupent là où on veut bien les laisser se regrouper, c'est-à-dire, chez nous, sur les décharges.

Les gens du voyage, qui sont des marchands forains, insérés économiquement, ne vivent pas, eux, dans des bidonvilles. Leurs caravanes et leurs voitures sont bien entretenues. En revanche, ceux qui arrivent ne viennent pas jouer aux nomades, mais simplement essayer de s'en sortir.

Quelle est l'attitude de l'Europe ?

Alain Reyniers. L'Union européenne, le Conseil de l'Europe, les instances internationales tentent de reconnaître le problème depuis 1965. Mais cette reconnaissance tarde à porter ses fruits, parce que les prises de décisions ne concernent que fort peu les situations vécues au quotidien dans les municipalités, là où se déroule la confrontation, et que les États ont encore des pouvoirs qui peuvent leur permettre de passer outre. Il est essentiel d'alerter, de lancer de très grands programmes économiques, de sensibilisation des populations, de médiation entre les groupes de cultures différentes, d'insister sur la scolarisation. Mais que faire avec une population éclatée ? Certains se trouvent dans des situations pires que celles des populations du Burkina Faso, alors que d'autres, qui seraient de bons agents économiques, n'ont pas les diplômes pour exercer leur activité ou le capital de pression sociale ou politique nécessaire. Aussi, la situation va toujours dans le sens de la résistance et du rejet. Et pour faire sauter cela, il faudra du temps.

Entretien réalisé

par Émilie Rive

*Page imprimée sur <http://www.humanite.fr>
© Journal l'Humanité*

Imprimer